

Les espoirs envolés des classes moyennes

Pour le sociologue Louis Chauvel, cet ensemble social, qui bénéficie objectivement d'un bien-être matériel sans précédent, a voulu croire à la théorie du « ruissellement de la croissance », mais a vite perdu toute illusion

Par LOUIS CHAUVEL

Le « *ressenti* » est un lachisme souvent utilisé pour dénier le fondement réel du malaise social exprimé par les classes moyennes intermédiaires, cet ensemble social dont le revenu net avoisine idéalement 30 000 à 40 000 euros pour une famille complète. Bénéficiant objectivement d'un bien-être matériel sans précédent par rapport au sort des générations passées, elles devraient reconnaître leur fortune présente.

Ses membres partent en général deux fois en vacances par an, alternant baignades et sports d'hiver en évitant Ramatuelle et Courchevel. Leurs supermarchés regorgent de marchandises abordables qui auraient fait le bonheur des anciens. Les automobiles sont moins coûteuses en temps de travail, plus sûres, et la probabilité de mourir au volant a été divisée par deux en trente ans.

Dans le même temps, l'espérance de vie a bondi de presque sept ans. La liste est encore longue. Ces arguments optimistes rappellent ceux de Steven Pinker [*l'auteur américain du Triomphe des Lumières, Les Ârènes, 640 pages, 24,90 euros*] : nous serions dans un âge d'or que nous ne voyons pas car les esprits ténébreux nous en cachent les lumières. Comment se complaire, sinon par ingratitude ? Pourquoi une telle « *désillusion du progrès* » (Raymond Aron) dans une société d'abondance extrême ? Appelons ce phénomène « le paradoxe d'Aron », qui trouve son explication dans la convergence parfaite de tendances opposées à la marche du pro-

grès des satisfactions. En premier lieu se trouve la dynamique intergénérationnelle de la frustration relative : certes, le pouvoir d'achat s'est accru et s'accroît encore, mais les aspirations sociales, fondées sur la socialisation familiale et le diplôme, ont progressé plus vite encore. Les « *trente glorieuses* » ont bénéficié à une population peu éduquée, issue de la paysannerie et du prolétariat, majoritairement marquée par les privations, la crise, les guerres. Les générations contemporaines, nettement mieux diplômées et plus souvent issues des classes moyennes, se forment des attentes excessives que la croissance ralentie ne peut plus satisfaire.

PLUS QUE DE LA MOROSITÉ

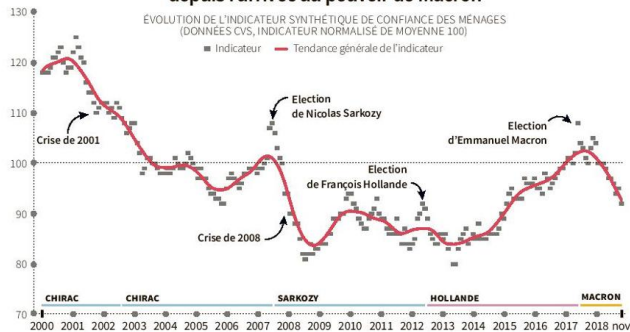
La deuxième dimension du « *paradoxe d'Aron* » relève du type de biens porteurs de satisfaction, et du jeu de leurs prix relatifs depuis vingt ans. Certes, notre pouvoir d'achat électronique a explosé : la moindre puce de smartphone est incomparablement plus puissante que celle d'un PC de 1990. En revanche, les biens reflétant la participation aux formes les plus élaborées de la vie sociale, pour parler comme le sociologue Maurice Halbwachs [1877-1945], ont connu le mouvement inverse : accéder aux meilleurs services de santé, pouvoir prétendre aux diplômes les plus élevés, résider à proximité des centres-villes, sont maintenant hors de portée des classes moyennes intermédiaires.

Sans atteindre le niveau de sélectivité économique extrême des États-Unis, l'accès au meilleur de l'enseignement supérieur échappe aujourd'hui à la portée des Français moyens, avec le doublement des frais d'inscription en une génération. Le coût des assurances et des mutuelles suit la même pente. Les zones résidentielles les plus désirables excluent les classes moyennes, qui se rabattent vers des zones où l'investissement est plus précaire. En une génération, le pouvoir d'achat immobilier d'une année de salaire médian a été divisé par deux. Si la croissance des « *trente glorieuses* » était fondée sur des prix de l'immobilier en baisse et la fourniture de services publics gratuits d'enseignement et de santé, la marchandisation actuelle va contre les intérêts des revenus intermédiaires. De nombreux indicateurs sociaux montrent que l'impression superficielle de santé des classes moyennes dissimule de profondes difficultés structurelles. Je ne parlerai pas ici de la retraite.

Le troisième élément explicatif de nos difficultés relève de la conjoncture à court terme, qui dissimule en réalité une tendance pluridécennale d'alternance cyclique entre croissance ralentie et franchises récessions. On sent ici

La confiance des ménages en chute libre depuis l'arrivée au pouvoir de Macron

ÉVOLUTION DE L'INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DE CONFIANCE DES MÉNAGES (DONNÉES CVS, INDICATEUR NORMALISÉ DE MOYENNE 100)



L'indicateur synthétique de confiance des ménages décrit, en une variable unique, l'opinion des Français sur leur niveau de vie passé et futur, leur situation financière personnelle passée et future, leur perspective de chômage et leurs opportunités dans les mois à venir.

SOURCE : INSEE, LOUIS CHAUVEL

l'abîme se rapprocher puisque la morphologie de l'indicateur synthétique de l'enquête de conjoncture de l'Insee est typique [voir graphique] : en cédant 16 points depuis l'élection du président Macron, la courbe actuelle évoque celle de novembre 2007, préalable à la récession de 2008. Le dernier point, celui de novembre 2018, marque l'accélération du pessimisme. C'est là, bien plus qu'un indicateur de morosité ambiante, le constat partagé que les espoirs de reprise après les efforts engagés depuis la présidence pourraient n'avoir été qu'illusions.

DÉGRADATION INÉVITABLE

Pour les classes moyennes, on reconnaît ici l'effet tunnel de l'économiste Albert Hirschman [1915-2012] : imaginez-vous dans un tunnel à deux voies, pris à droite dans un embouteillage. La file de gauche – la plus rapide – redémarre enfin. En premier lieu, vous éprouvez l'espoir de repartir et votre bien-être s'accroît.

Mais dans un second temps, rien ne se passant de votre côté, l'extrême frustration se saisira de tous ceux englués dans la file bloquée. L'accident devient probable lorsqu'un conducteur frustré déboîte. Depuis 2017, dans un premier temps, les classes moyennes figées dans la stagnation ont voulu croire en la théorie du ruissellement de la croissance. Les déceptions les plus profondes résultent d'espoirs excessifs, et provoquent la révolte.

Dans ce contexte, les « *petites classes moyennes* » se vivent comme les suivants sur la liste des victimes des problèmes sociaux dont le niveau remonte dans le glissement progressif de la souffrance. La progression se mesure ici. Vingt ans, en 1988, le revenu minimum d'insertion (RMI) fut la réponse à la nouvelle pauvreté du chômeur désaffilié. En 1995, Emmanuel Todd soulignait la fracture sociale entre les classes populaires et les classes moyennes, qui fit élire le candidat Chirac sur l'espoir de ressouder le corps social. Voilà douze ans, je pointais les signes précurseurs de problèmes affectant le centre même du système social (*Les Classes moyennes à la dérive*, Seuil, 2006), que le biais d'optimisme portait à négliger.

Les fragilités d'alors, en s'accumulant, corrodent progressivement l'ensemble de l'édifice social. C'est la théorie du morceau de sucre au fond d'une tasse de café : le sommet et la partie moyenne semblent intacts, mais le défillement prolongé des parties inférieures, progressant par capillarité, menace l'ensemble d'une dégradation inévitable.

Dans cette accumulation de périls, certains espèrent une convergence des luttes. Ces espoirs aussi doivent être refroidis : je souligne plutôt une « *synchronisation des frustrations* » plus propice à l'expression d'exaspérations exacerbées qu'à la structuration d'une volonté collective organisée. La théorie des révolutions (Ted Gurr, James Da-

vies) insiste sur la rencontre des frustrations et des récessions comme source d'anomie et comme contexte déclencheur de la violence politique. Ce n'est pas simplement la saturation des frustrations, mais aussi le déclin de l'intégration syndicale et politique de ces corps intermédiaires qui pose problème, puisque rien ne peut redonner de cadre structurant aux tensions.

Ces frustrations synchronisées ne créent pas du collectif, au-delà de la récompense émotionnelle fugace dont bénéficient les participants à l'action directe des émeutes violentes. Certains craignent le retour de février 1934, mais il vaut mieux s'inquiéter de la multiplication de personnages dostoevskiens séduits par ce que Georges Sorel (1908) appelait de ses vœux : « *l'apologie de la violence* ». « *La grève est un phénomène de guerre* », proclamait-il.

De tout cela résulte que, même si par miracle la crise des « *gilets jaunes* » devait bientôt s'évanouir comme elle est venue, ses causes demeurant, d'autres mouvements similaires, au profil hybride et parfaitement anémique, fleuriront à leur tour. ■

Louis Chauvel, sociologue, est professeur à l'université du Luxembourg, membre honoraire de l'Institut universitaire de France, chercheur associé à Sciences Po (OSCE).

CERTAINS ESPÈRENT
UNE CONVERGENCE
DES LUTTES.
JE SOULIGNE
PLUTÔT UNE
« SYNCHRONISATION
DES FRUSTRATIONS »

L'union de la France des « petits-moyens »

À travers le mouvement des « *gilets jaunes* », observe la sociologue Isabelle Coutant, les classes populaires et les petites classes moyennes réalisent qu'elles ont plus de choses en commun que de différences

Par ISABELLE COUTANT

Ce que j'entends, au-delà de la diversité interne au mouvement des « *gilets jaunes* », et quelques semaines après le déclenchement – la hausse de la taxe sur les carburants –, c'est notamment : « *Je veux pouvoir vivre de mon travail dignement* ». C'est aussi une indignation morale, au-delà des revendications matérielles, face à des inégalités devenues insupportables. Et une demande de considération bien plus globale.

Dans ce mouvement se fédèrent une partie des classes populaires (employés, ouvriers, artisans) et des petites classes moyennes (techniciens, professions intermédiaires, petits entrepreneurs), celles qu'avec mes collègues Marie Cartier,

Oliver Masclet et Yasmine Siblot nous avons désignées par le terme de « *petits-moyens* ». Nous avons repris cette catégorie d'une enquête, lors d'une recherche sur un quartier pavillonnaire de Gonesse, dans le Val-d'Oise, de 2004 à 2007. Cette femme disait, pour se situer socialement avec ses voisins, propriétaires de leurs pavillons : « *Nous, on est des petites gens. Pas petits-petits, mais petits-moyens* ».

À travers cette enquête, les habitants de ce quartier pavillonnaire exprimaient un désir de « *respectabilité* » et la crainte du décalassement, si ce n'est pour eux, tout du moins pour leurs enfants. En trajectoire de légère ascension par rapport aux milieux populaires (de province pour les plus vieux, de cité pour les plus jeunes) d'où ils étaient originaires, ils aspiraient essentiellement à « *vivre comme tout le*

monde » et se sentaient fragilisés par les évolutions économiques et sociales. Ce sentiment se traduisait par un souci de distinction vis-à-vis des habitants des cités d'habitat social (« *ceux du bas* »).

Ce qui ressort aujourd'hui du mouvement des « *gilets jaunes* », tout du moins tel qu'il est relayé par les médias, c'est que l'opposition se structure progressivement contre « *ceux du haut* ». De ce point de vue, les classes populaires et les petites classes moyennes comprennent sans doute à travers ce mouvement qu'elles ont plus de choses en commun que de différences. Il existe certes des différences en termes de conditions de travail et de rémunération, ne serait-ce qu'entre qualifiés et non qualifiés, ruraux et urbains, hommes et femmes... Mais ces différences sont moindres que ce qui les sépare des plus favorisés.

Lors d'un autre recherche dans le quartier populaire de la place des Fêtes, à Paris, à l'été 2015, et sur un autre thème que les impôts, qui était celui de la crise migratoire, j'ai été amenée à réaliser des entretiens avec cette même fraction de la population, sans doute moins concernée par la

question des taxes sur le carburant du fait de son usage des transports en commun parisiens, mais tout autant par celle des fins de mois difficiles.

L'occupation d'un lycée désaffecté par des centaines de migrants, sous leurs tentes, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le rejet des nouveaux arrivants, par des habitants qui étaient parfois eux-mêmes immigrés ou issus de l'immigration, n'était pas synonyme de xénophobie la plupart du temps, tout comme le rejet de la taxe carbone n'est pas un rejet de l'écologie, mais à mettre en relation avec leur propre situation sociale. « *Nous, on n'est pas contre tous ces gens qui arrivent, (...) mais on a déjà nos problèmes à nous* », disait une ancienne ouvrière.

MÉPRISES DES POUVOIRS PUBLICS

Les retraites et les petits salaires ne suffisent pas toujours à subvenir aux besoins une fois le loyer payé. Ces habitants se sentaient méprisés par des pouvoirs publics qui toléraient un squat de migrants dans un quartier comme celui-là, déjà en difficulté. Aide-soignante, aide à domicile, coiffeuse, certaines femmes avaient l'ex-

périence des « *beaux quartiers* » de leur travail, et elles constataient les différences : « *Pourquoi c'est toujours ici qu'on met les problèmes ? Pourquoi ils en prennent pas un peu ? Ils se sentiraient dégradés...* », disaient-elles.

Au-delà des différences entre monde rural et monde urbain, tout il a beaucoup été question dans les commentaires sur le mouvement des « *gilets jaunes* », quelque chose de commun s'exprime concernant les conditions de vie au sein d'une fraction de la population qui commence peut-être à prendre conscience d'elle-même en tant que groupe. Et qui indique qu'on ne pourra pas résoudre la crise écologique, tout comme la crise migratoire, sans lutter contre les inégalités. ■

Isabelle Coutant est sociologue et chercheuse associée au CNRS (IRIS). Elle a co-signé avec Marie Cartier, Olivier Masclet et Yasmine Siblot « *La France des "petits-moyens"* » (La Découverte, 2008) et a publié récemment « *Les Migrants en bas de chez soi* » (Seuil, 224 pages, 19€).

Pierre Rosanvallon « Un nouvel âge du social »

Selon l'historien, ce ne sont pas les classes sociales qui constituent la société, mais les positions sociales. D'où la difficulté, à l'heure de la crise de la représentation et de la légitimité démocratique, de transformer cette révolte en mouvement structuré

Entretien

Professeur au Collège de France, où il est titulaire de la chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique, Pierre Rosanvallon est aussi président de l'association La République des idées et a récemment publié *Notre histoire intellectuelle et politique, 1968-2018* (Seuil, 448 pages, 22,50 euros). Il analyse la révolte des « gilets jaunes », à l'heure où « l'opinion publique est devenue une réalité matérielle ».

Le mouvement des « gilets jaunes » relève-t-il d'une révolte ou d'une révolution ?

Une révolution n'est pas seulement une révolte qui a réussi. Elle advient lorsqu'une révolte est guidée par un objectif de renversement d'un pouvoir oppresseur qui a mobilisé l'immense majorité de la société. Nous n'en sommes pas là. D'où l'inanité de la comparaison avec les révolutions arabes. Le mouvement des « gilets jaunes » est une révolte sociale, mais il n'est pas un mouvement social à proprement parler, avec ce que cela a historiquement impliqué en termes de conduite organisée de l'action ou de polarisation des objectifs.

C'est d'abord l'explosion d'une colère dans laquelle se mêlent l'urgence et le flou. Elle fait remonter à la surface ce qui a été longtemps subi en silence : le sentiment de ne compter pour rien, de mener une existence rétrécie, de vivre dans un monde profondément injuste. C'est sur ce terreau que s'est développée la sensibilité populiste avec toutes les dérives qu'elle a entretenues. L'attente d'« inégalités » ne suffit pas à rendre compte de tout ce passif social et moral. Le problème est plus large et plus diffus. De même que les statistiques de revenu traduisent mal à elles seules la condition de ceux pour qui le « reste à vivre » semble se rétrécir, les dépenses contraintes (logement, assurances, transports, remboursements d'emprunts, etc.) étant pour eux celles qui ont le plus augmenté. Cette révolte nous invite pour cela à considérer l'état de la société avec un œil neuf. Il nous faut aussi des indicateurs de dignité et de mépris, de ghettoïsation et d'éloignement social, d'appréhension des peurs et des fantasmes pour l'appréhender.

Quelles sont les différentes composantes de cette révolte ?

Elle est composite. Ce n'est pas la société des exclus, des chômeurs, des RMistes qui est dans la rue et qui occupe les ronds-points – rappelons que, en France, il y a 4,5 millions de personnes qui vivent des minima sociaux. Cette société de survie n'est pas aux premières loges. C'est la « société des petits » qui s'exprime : celle du salariat modeste, des petites classes moyennes, des autoentrepreneurs, petits commerçants ou artisans qui bat le pavé. L'hétérogénéité est aussi bien sociologique qu'idéologique, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Il faut aussi distinguer différents rapports à cette révolte. Elle met en mouvement la population sur des modes différents. On peut distinguer

« LE PROPRE D'UNE RÉVOLTE, C'EST D'AVOIR COMME SUJET UNE FOULE. LE PROPRE DU MOUVEMENT SOCIAL, C'EST D'AVOIR COMME SUJET UN GROUPE ORGANISÉ AUTOUR D'UN PROJET »

les activistes, les participants, le halo social d'accompagnement et la chambre d'écho. Les « activistes », ce sont les manifestants déjà politisés ou récemment autoralisés. Ils sont les plus hétérogènes socialement et idéologiquement, proviennent aussi bien de l'ultra-gauche que de l'ultra-droite. Les « participants » sont des salariés et retraités modestes, appartenant à un milieu populaire peu présent dans le débat social. Ils sont sortis de l'ombre « pour prendre la parole » comme le disait Michel de Certeau à propos de Mai 68. Il ne s'agit pas de la « France périphérique », telle que la décrit Christophe Guilluy, car, comme l'ont montré aussi bien Pierre Veltz que Laurent Davezieux ou Eric Charmes, beaucoup de villages et de zones périurbaines sont aussi des pôles de dynamisme économique et culturel.

En résumé, la France est socialement fracturée de multiples façons, mais elle n'est pas simplement coupée en deux géographiquement. Ces groupes de participants sur le terrain ont successivement réuni environ 300 000 personnes. Mais le « halo social d'accompagnement », formé par l'écho que rencontre la révolte, est beaucoup plus large : il peut être évalué à environ 5 millions de personnes qui estiment appartenir au même monde que ces participants. La chambre d'écho, est, elle, encore plus large : ce sont tous les Français qui comprennent qu'il y a aujourd'hui une question sociale et fiscale qui doit être reformulée et résolue.

Les « gilets jaunes » peuvent-ils passer de la révolte au mouvement social ?

Il est difficile de saisir ce mouvement, car il cumule des caractéristiques ordinairement dissociées, notamment un état gazeux et une grande radicalité. Pour les « activistes », c'est souvent une première expérience, un apprentissage naïf de la lutte dans lequel se mêlent la violence et l'impatience. Les « participants » n'avaient pour la plupart aucune expérience militante. D'où le problème. Un mouvement social peut négocier car il inscrit son action dans une stratégie et une temporalité longues. Mais une révolte le peut plus difficilement, car elle veut mener en avant l'irréductibilité sociale, ne pas être emprisonnée dans la délégation, et, d'une certaine manière, rester un pur mouvement. Toute représentation est pour cela perçue comme une trahison. Ce qui explique la difficulté à trouver et à s'accorder sur des représentants, l'hétérogénéité du mouvement compliquant les choses. Or toute l'histoire sociale est celle du passage des révoltes aux mouvements sociaux.

L'histoire de la naissance du syndicalisme en témoigne. En 1884, lorsque l'Assemblée nationale vote la loi qui légalise le syndicalisme, un représentant patronal, membre de l'Union nationale du commerce et de l'industrie, motivait son accord parce que, disait-il, le syndicalisme est nécessaire, car on ne s'entend pas, on ne contracte pas, on ne transige pas avec une foule, pas même avec cent personnes, et, pourtant, la vie économique n'est qu'une série de conventions et de transactions. Le propre d'une révolte, c'est d'avoir comme sujet une foule. Le propre du mouvement social, c'est d'avoir comme sujet une classe sociale ou un groupe organisé autour d'un projet. Il s'agit aujourd'hui de passer de la foule à l'organisation. Or c'est ce passage qui ne s'opère pas.

Comment une révolte post-syndicale, qui refuse la représentation, peut-elle s'organiser ?

Nous entrons dans un nouvel âge du social où ce ne sont plus seulement les classes sociales qui constituent la société. À côté des conditions sociales,

notre société se définit aussi par des positions ou des situations sociales (le « reste à vivre » dépend par exemple de facteurs comme la propriété du logement, l'éloignement du lieu de travail, la situation familiale, les accidents de la vie). Les « gilets jaunes » ne disent pas seulement former une classe exploitée, mais être des catégories méprisées. Ce sont pour cela les émotions, les affects, autant que les données économiques objectives, qui fédèrent la mobilisation.

La représentation, aussi, est en train de changer. Avant, on s'organisait par le biais de la délégation, avec des porte-parole et la désignation de négociateurs. Aujourd'hui, le sentiment qu'il n'y a pas besoin de porte-parole et que chacun sait et peut prendre la parole est très puissant. En raison du niveau d'instruction, nous sommes passés du porte-parole à l'attente que la parole de chacun puisse porter. C'est une des manifestations de l'entrée dans un individualisme de singularité. D'où la cacophonie actuelle. Pour la première fois dans l'histoire de nos sociétés, l'opinion publique est devenue une réalité matérielle. Dans la société des délégués qui précédait, l'opinion était représentée par la presse, les sondages, les porte-parole d'organisations. Aujourd'hui, c'est la parole directe qui s'impose comme forme démocratique ; mais c'est du même coup une expression confuse, qui peine à s'unifier, et est très vulnérable aux théories du complot et au « fake news ».

Comment réinventer la vie démocratique dans ce contexte de crise de la représentation ?

La délégation reste techniquement nécessaire. Mais il faut trouver d'autres formes de représentation, comme la représentation narrative, qui consiste à rendre présentes des réalités sociales qui sont absentes du débat public – c'est l'expérience que l'Assemblée nationale en publiant le manifeste *Le Parlement des invisibles* (Seuil, 2014). Il faudrait aussi multiplier les formules du type des jurys citoyens qui permettent d'impliquer des hommes et des femmes quelconques.

Le problème est que le monde politique s'est à l'inverse largement homogénéisé, d'où la déperdition de sa capacité représentative. Il n'y a par exemple plus d'ouvriers à la tête du PCF. Et le socialisme français lui-même a toujours été un socialisme davantage idéologique que sociologique. Avant la guerre de 14-18, il n'y avait que 20 % des députés socialistes qui étaient d'origine ouvrière, alors qu'il en avait 80 % au SPD allemand, et 100 % au sein du parti travailliste anglais. Le socialisme de jaurès et de



« LE POINT D'ARRÊT D'UNE RÉVOLTE EST PROBLÉMATIQUE CAR LA RADICALISATION EST POUR ELLE LE MODE D'EXPRESSION DE SA RAISON D'ÊTRE »

Blum est, dans ses instances dirigeantes, un socialisme d'intellectuels et de professions libérales. Or, comme le disait Jules Michelet, nous ne pourrions pas faire la République tant que nous resterons dans une terrible ignorance les uns des autres.

C'est pourquoi il faut trouver, à côté de l'élection, des processus destinés à ce que la société se connaisse mieux. Et cela touche aussi la vie culturelle, où l'on devrait davantage représenter les petites classes moyennes. Le langage des « gilets jaunes » est frappant : ils parlent d'une vie diminuée, coupée en deux, qui plétine à partir du 15 du mois. Ce n'est pas seulement une différence de revenu qu'ils pointent, mais une vie qui se déploie et s'accroît d'un côté de l'échelle sociale et une vie rétrécie et comme à mi-temps de l'autre. C'est pourquoi une politique du « pouvoir de vivre », comme dit Laurent Berger, secrétaire général de la CFTD, est plus adéquate qu'une simple réévaluation générale du pouvoir d'achat. Car autant qu'une demande sociale de consommation, cette revendication relève d'une exigence de respect et de dignité qui tiennent compte des spécificités vécues par les uns et les autres.

Pourquoi la légitimité démocratique et électorale est-elle aussi contestée ?

La légitimité qui était électorale devient aussi morale. Ce n'est plus l'union du suffrage universel qui peut seule conférer la légitimité politique, mais la qualité d'une action menée, la fidélité à une promesse. Cette légitimité-là est mise à l'épreuve en permanence. Or les dirigeants politiques, Macron en tête, se drapent dans des phrases du type : « j'ai été élu, donc je maintiens le cap et mon programme. Les représentants sont élus avec un si faible pourcentage aujourd'hui que leur légitimité de départ peut vite s'affaïssir, et qu'il faut la renforcer par des épreuves permanentes de légitimation. L'union électorale, il faut le rappeler, repose sur une fiction qui consiste à dire que la majorité exprime la volonté générale. Avec ces majorités courtes et un fort taux

d'abstention, le pouvoir doit sans cesse relégitimer son « permis de gouverner », être évalué, contrôlé. Il faudrait aussi, comme on l'a dit, une démultiplication des formes de représentation. Cette révolte est le révélateur du nécessaire basculement des sociétés dans un nouvel âge du social et de l'action démocratique.

Comment gérer les crises de ce nouvel âge du social ?

Les conflits sociaux ont une dynamique qui s'accompagne d'enjeux glissants. On part de la taxe sur le carburant et on glisse à la question des impôts, on passe de la question du pouvoir d'achat à celle du pouvoir de vivre, de la légitimité du président de la République à celle de la démocratie. Un mouvement social circonscrit les enjeux. La révolte, elle, les pulvérise. Les points d'arrêt d'un mouvement social sont ordinairement le compromis ou la fatigue. Ils se lient surtout à l'inscription du conflit dans le temps. Le point d'arrêt d'une révolte est plus problématique car la radicalisation est pour elle le mode d'expression de sa raison d'être ; elle ne peut se définir que comme immédiate et comme globale. Si elle ne devient pas un mouvement et si le respect de la vie démocratique oblige à ne pas la réprimer, il n'existe en bout de course que des points d'arrêt institutionnels. C'est soit la démission, traditionnellement celle du premier ministre, « fusible » de la V^e République ; soit la dissolution, qui est à la fois une solution et un piège, car une révolte ne peut jamais se transformer rapidement en un parti ; soit la destitution du chef de l'État, mais l'article 68 de la Constitution ne l'envisage a priori pas pour des raisons politiques.

Et quelle est la nature de cette violence politique ?

Elle a différentes dimensions. Il y a la violence dont l'objectif est une politique du chaos. C'est celle des groupes d'ultras, parfois inscrite dans une perspective léniniste ou spontanéiste. Mais le problème est davantage aujourd'hui celui d'une violence qui se substitue à une capacité stratégique défailante. Cette violence a un fort pouvoir de séduction car elle donne un sentiment de renaissance et de puissance ; elle apparaît comme le signe d'une parole faite action, immédiatement efficace donc. D'où sa légitimation croissante par des individus qui ne sont en rien des héros d'une improbable révolution. Dans ce cas, c'est donc au pouvoir en place, ainsi qu'aux partis et aux syndicats, de savoir être responsables pour deux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS TRUONG